

Les idées déboussolées par le djihad mondialisé

Depuis janvier 2015, les intellectuels se divisent sur les causes du terrorisme et les moyens d'y remédier

En janvier 2015, la France était meurtrie. Mais elle était «Charlie». Et les manifestations du 11 janvier avaient cristallisé ce moment historique où droite et gauche, Paris et province avaient communifié dans la défense des libertés. Au point que l'historien Jacques Julliard y décela un «*Mai 68 de la sensibilité*». Mais une autre France ne l'était pas. Et elle le dit avec fracas. Dans un brûlot truffé de statistiques et de cartes, le démographe Emmanuel Todd fustigea cette France «*blanche*» qui, ce jour-là, serait sortie dans la rue pour «*définir comme besoin prioritaire le droit de cracher sur la religion des faibles*» (*Qui est Charlie? Sociologie d'une crise religieuse*, Seuil, 2015).

Condamnant ces «*crimes fascistes*» et «*antisémites*», le philosophe Alain Badiou accusa néanmoins – comme d'autres intellectuels «*radicaux*» – le journal satirique de pratiquer un «*racisme culturel*» à l'égard des musulmans, qui constituent la masse des prolétaires dominés par le capitalisme mondialisé. Et, tout en saluant la «*communauté laïque*» du 11 janvier, l'écrivain républicain Régis Debray pointa l'apparition d'un «*macarthysme démocratique*» déployé contre ceux qui refusaient l'injonction gouvernementale de «*manifestester contre la barbarie*» derrière Sergueï Lavrov, Viktor Orban ou tel autre «*champion des droits de l'homme*». Depuis, les lignes de fracture se sont déplacées, mais le fossé s'est agrandi, la rupture s'est élargie. Républicanistes contre islamo-gauchistes, interventionnistes versus multilatéralisme, néoconservateurs contre gauchistes, identitaristes contre multiculturalistes, francophobie contre islamophobie : qu'ils mettent en scène des oppositions bien tranchées ou bien des controverses plus fines, les débats sont loin d'être refermés.

Ce peuple qui manque Que l'on soit «Charlie» ou pas, un constat s'est vite imposé. Lors des manifestations du 11 janvier, une partie du peuple manqua. Comme le décela très tôt l'historien Pierre Rosanvallon, «*une partie du pays est restée en retrait*», ce jour-là. Une portion de la France des banlieues, notamment composée des jeunes générations issues de l'immigration, mais aussi de la France périphérique ne fut (presque) pas concernée. D'un côté la France intégrée, de l'autre la France oubliée. Comme le résume l'essayiste Alain Finkielkraut, «*ce moment émouvant d'union nationale a dévoilé la réalité effrayante de la déchirure française*».

Mais la controverse porta sur la nature de ces fractures. Pour les uns, tel l'historien Georges Bensoussan, les «*territoires*

perdus de la République» où se répand depuis longtemps un antisémitisme virulent et un racisme anti-Blancs ont fait consciemment sécession avec la nation; pour les autres, tel l'historien Patrick Weil, la rupture de ban d'une frange de la jeunesse, dont une fraction fait le choix de la radicalisation, vient aussi d'un criant défaut d'intégration. Auteurs de *Ce que dit Charlie* (Gallimard, 236 pages, 15,90 €), l'historien Pascal Ory recadre, quant à lui, la polémique par un rappel historique: «*A aucun moment de l'histoire d'un pays, un "peuple" n'est descendu dans la rue*». Vaines déplorations et oubliées protestations. Car de la Fête de la Fédération aux liesses de la Libération, les grandes manifestations n'ont jamais rassemblé la totalité des catégories sociales d'une nation.

Peu de «Je ne suis pas Paris» Après les massacres du 13 novembre, une infime minorité de ceux qui n'étaient pas «Charlie» aurait presque pu dire «Je ne suis pas Paris». Non qu'ils cautionnent les tueries perpétrées par les terroristes islamistes, mais parce qu'ils remettent en cause la dissymétrie de leur médiatisation, tout comme la disproportion des indignations: «*Pourquoi pleure-t-on les morts de Paris plus que ceux de Beyrouth?*», se sont demandé quelques intellectuels renommés. Chargée de recherche au CNRS, Nadia Marzouki démonta rapidement les limites de cette polémique portée, selon elle, par une partie de la gauche critique, de l'écrivain britannique Tariq Ali à la philosophe américaine Judith Butler, ou même par le théologien suisse Tariq Ramadan.

Car cette concurrence des victimes doublée d'une confrontation des lamentations réduit l'analyse à la comptabilité, et la politique à la compassion. L'émoi disproportionné des médias ne reflétait pas le narcissisme de l'Occident, juste une attention particulière à cette ville de Paris qui, dans l'imaginaire politique, «*représente le monde*», comme le disait Jules Michelet. C'est plutôt le «*compassionnalisme bien-pensant*» d'un certain gauchisme intellectuel qui confine au «*paternalisme*» à l'égard des Orientaux, poursuit Nadia Marzouki, car ceux-ci n'ont «*pas besoin de la pitié de l'Occident pour s'affirmer comme acteurs souverains de leur avenir*».

Le retour du religieux Le débat s'est également porté sur la dimension religieuse de la déflagration. On attribua la recrudescence du nihilisme criminel des terroristes islamistes au «*vide spirituel*» de nos sociétés libérales, certes développées, mais tristement désenchantées. Notre «*crise majeure*» n'est pas sociopolitique,

martèle le philosophe Abdennour Bidar, auteur d'une *Lettre ouverte au monde musulman* (Les Liens qui libèrent, 2015): «*C'est une crise spirituelle d'absence radicale de vision d'un sublime dans l'homme*».

Impérieuse obligation de penser l'oubli du religieux. Musique quasi identique du côté du philosophe catholique Pierre Marment qui, dans *Situation de la France* (Desclée de Brouwer, 2015), propose aux musulmans de France une sorte de donnant-donnant: «*Notre régime doit céder et accepter franchement vos mœurs, puisque vous êtes nos concitoyens*», écrit-il, mais vous devez en retour accepter la liberté de critique, qui est au fondement des valeurs européennes.

Mais pourquoi «*spirituel*» serait-il synonyme de «*religieux*», et au nom de quoi les religions auraient-elles le monopole du sens? rétorquent les philosophes Pascal Engel et Claudine Tiercelin. En effet, la justice, l'égalité, la fraternité, la vérité et la raison sont «*des idéaux qui portent tout autant de sens et de transcendance que ceux censés leur servir de substitut spirituel*». Pour autant, tempère le philosophe Marcel Gauchet, «*le fondamentalisme islamique est le signe paradoxal de la sortie du religieux*». Car l'occidentalisation du monde gagne l'ensemble des aires géographiques, en dépit de ces soubresauts mortifères et sanguinaires. Le désenchantement du monde est notre horizon commun et des milliers de djihadistes cagoules n'y changeront rien.

Islamisation de la radicalité ou radicalisation de l'islam? Mais ce discours est-il audible, alors que les conflits au Moyen-Orient prennent la forme de nouvelles guerres de religion? Cette approche est-elle compréhensible au moment où des jeunes Européens affirment prendre les armes au nom de l'islam? En un mot, le terrorisme islamiste procède-t-il d'une «*islamisation de la radicalité*», comme le soutient le politologue Olivier Roy ou bien d'une «*radicalisation de l'islam*» portée par les djihadistes de la troisième génération, comme l'affirme l'islamologue Gilles Kepel (*Terreur dans l'Hexagone, Genèse du djihad français*, Gallimard, 2015). Bataille des interprétations donc. Et choc des représentations.

«Excusisme» et aveuglement des «bien-pensants» Car le débat le plus tranché oppose culturalistes et tiers-mondistes. Pour les premiers, la culture musulmane est incompatible avec la civilisation occidentale, et plus encore avec la République française qui a développé une laïcité plus stricte que les autres pays européens, héritée de son long combat anticlérical.

D'où la «*francophobie*» galopante. Pour les autres, la ségrégation sociale et spatiale dont sont victimes depuis des décennies les jeunes des cités reproduit une situation néocoloniale qui provoque, chez certains, le passage à l'acte radical. D'où «*l'islamophobie*» ambiante.

Mais un autre débat l'a prolongé. Celui sur la «*culture de l'excuse*» soi-disant véhiculée par les sciences sociales. Le premier ministre Manuel Valls, qui s'est impliqué dans ces joutes intellectuelles, a affirmé le 25 novembre 2015 à l'Assemblée nationale, qu'«*aucune excuse sociale, sociologique et culturelle*» ne pouvait justifier le terrorisme. La diversité des profils des jeunes radicalisés, qui ne sont pas tous des damnés de la terre – loin de là – mais aussi des enfants des classes moyennes, a renforcé la critique du sociologisme assimilé à «*l'excusisme*». Une question qui divise la gauche, mais aussi le camp libéral. Ainsi l'essayiste conservateur américain Paul Berman refuse la logique des «*causes profondes*» par le recours aux grandes leçons de la tragédie et de la poésie antiques dans lesquelles la haine se propage sans raisons sociologiques, alors que l'écrivain Guy Sorman déplore notre politique des ghettos ethniques, tout comme notre laïcisme exacerbé: «*Si on ne peut pas être musulman en Europe, on devient musulman contre l'Europe*».

Explosion de la bulle occidentale Si l'onde de choc des attentats a figé des positions idéologiques (sur l'islam et la laïcité) ou bien entre les «*démocrates*» et les «*républicains*», par exemple), la déflagration a aussi déplacé bien des lignes de démarcation. Aujourd'hui, c'est à propos de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité que le monde intellectuel se divise. Mais, là encore, les oppositions ne recouvrent pas les divergences apparues entre les «*pour*» et les «*contre*» «*Charlie*». Cette question divise même la gauche entre, d'un côté, ceux qui estiment que le gouvernement a raison ainsi de «*limiter les risques de débordement*» (Pierre Rosanvallon) et, de l'autre, ceux qui pointent le risque de l'avènement d'un «*Etat de sécurité*» permanent (comme le philosophe italien Giorgio Agamben).

Les repères intellectuels et les boussoles idéologiques sont brouillés parce que le monde vient brutalement de changer. Parce que la bulle occidentale a explosé sous les coups de ces djihadistes qui ont «*retourné la modernité contre elle-même*», explique le juriste Antoine Garapon («*Violence sans fin*», *Esprit*, n° 421, janvier 2016). Voici donc nos sociétés placées devant la nécessité d'agir, mais aussi face à l'urgence de penser. ■

NICOLAS TRUONG